

Zone	APERCU HUMANITAIRE du 05 au 11 février 2018	Période à venir Du 05 au 11 février 2018
Zone Centre	<p style="text-align: center;">Préfecture de l'Ouham / Sous-préfecture de Batangafo / Batangafo</p> <p>Santé/Nutrition : Du 05 au 10 février 2018, un acteur humanitaire a organisé une campagne de vaccination dans les sites de déplacés et quartiers de Batangafo : 964 enfants ont été vaccinés, 1 137 dépistés de la malnutrition, 848 déparasités, tandis que 711 enfants ont reçu la vitamine A. Une distribution de 848 savons aux enfants a été également faite. Toutefois, le contexte sécuritaire demeure encore instable dans la sous-préfecture contraignant fortement l'accès humanitaire dans les zones périphériques.</p> <p>Protection et mouvement de populations : Environ 200 ménages déplacés en provenance de Batangafo2 (précisément des villages Bomara, Tolo, Zari et Mala, sur l'axe Ouogo et Kambakota) ont été enregistrés cette semaine à Batangafo. La poursuite de ces déplacements fait suite à une succession d'incidents et de menaces d'attaques impliquant des éleveurs armés en transhumance. Ces déplacés viennent s'ajouter à ceux (plus de 280) arrivés les semaines précédentes.</p> <p>CCCM/NFI / Abris : Le 07 février 2018, un acteur humanitaire a distribué des kits NFI complets à 282 ménages vulnérables qui ont été identifiés et profilés parmi les PDI venues des localités de Saragba et Batangafo 2 dans les sites de Batangafo. Les 200 ménages déplacés nouvellement arrivés à Batangafo n'ont pas encore bénéficié d'un profilage pour leur prise en compte dans l'assistance humanitaire.</p> <p>Education : De janvier à juin 2018, ECAC met en œuvre un projet d'appui à la scolarisation de 7 597 enfants déplacés dans deux sites de Batangafo avec 5 759 élèves et le site du village Ndoubou/Bokita situés à 3km de Batangafo et sur l'axe Ouandago avec un effectif de 838 élèves. Les contraintes restent l'indisponibilité des kits scolaires pour appuyer les enfants et l'insécurité persistante qui empêche la reprise des cours dans certaines localités de la sous-préfecture.</p> <p style="text-align: center;">Préfecture de la Nana-Gribizi / Sous-préfecture de Kaga-Bandoro / Kaga-Bandoro</p> <p>Sécurité alimentaire : Du 5 au 10 février 2018, un acteur humanitaire a distribué 38,552 tonnes de vivres à 846 ménages (soit 3 317 personnes) sur le site de Lazare. Les vivres sont composés de riz, haricot, huile, sel et super céréale pour une ration de un mois.</p>	<p>Zone Centre :</p> <p><i>Plaidoyer pour le renforcement de la sécurité et de la protection des civils dans la zone de Batangafo2</i></p>
Zone Est	<p style="text-align: center;">Préfecture de Haute-Kotto / sous-préfecture de Bria / Bria</p> <p>Multisectoriel : Les activités humanitaires sont suspendues sur le site de déplacés PK3 depuis le 29 janvier, hormis celles d'approvisionnement en eau (water trucking) et d'urgence médicales. Cette situation est conséquente à la multiplication d'incidents sécuritaires et menaces à l'endroit des humanitaires, de la part de ces hommes en armes présents sur ledit site. Une évaluation de la situation est envisagée en début de la semaine du 12 février, avant de décider de la reprise ou non des interventions qui ont été suspendues. Des actions ont été entreprises par la Force MINUSCA pour le renforcement de la sécurité sur le site. Parallèlement, des séances de sensibilisation ont été menées par les autorités locales et les acteurs humanitaires eux-mêmes auprès des groupes armés sur les respects des principes humanitaires.</p> <p>Le 10 février, une visite de l'Equipe Humanitaire Pays (EHP) a eu lieu à Bria en vue d'évaluer la situation humanitaire (état des besoins et des gaps) dans la ville de Bria. Par la même occasion, un plaidoyer a été mené auprès des autorités préfectorales et des</p>	<p>Zone Est :</p> <p><i>Poursuite du plaidoyer pour le renforcement des mesures de sécurité sur le site PK3 et pour le respect du caractère civil dudit site.</i></p>

parties prenantes au conflit à Bria en rapport avec l'accès humanitaire et la protection de civils. La question relative au respect du caractère civil du site de PK3 également été abordée.

Préfecture de Basse-Kotto / sous-préfecture de Alindao / Alindao

Protection et accès : Après environ deux mois d'accalmie, le contexte connaît à nouveau une détérioration à Alindao et sur les axes alentours.

Le 1^{er} février, deux femmes à la recherche du bois de chauffe dans la périphérie d'Alindao ont été tuées par des personnes non identifiées. En représailles, le 4 février, les éléments d'un groupe armé assimilé à la communauté d'origine des victimes ont tué à leur tour une personne appartenant à une autre communauté d'Alindao. En réaction à ce dernier incident, le même jour, une tentative d'attaque du site de déplacés de l'Eglise catholique d'Alindao par un groupe armé adverse, a été déjouée par la MINUSCA.

Le 8 février, des accrochages entre deux groupes armés ont eu lieu à Pavika (7 km au Sud de Alindao sur l'axe Alindao-Kongbo), faisant deux morts dont le chef du centre de santé de Tagbalé ainsi que des blessés dont trois ont été référés à Bambari. Ce regain de violence survient alors que certaines personnes déplacées commençaient à retourner sur cet axe suite à l'accalmie qui y était observée depuis le mois de novembre 2017. Ces retournés (nombre non-disponible pour l'instant) ont dû se retrancher de nouveau en brousse.

Cette situation a contraint un partenaire humanitaire à annuler (en dernière minute) une mission d'évaluation multisectorielle qu'il devait effectuer à Mobaye et Langandji. Les autres missions qui étaient programmées par les acteurs humanitaires de Bambari et Alindao sur l'axe Alindao-Mobaye risquent d'être affectées également par ce regain de la violence dans la zone.

Préfecture de la Basse-Kotto / sous-préfecture de Mobaye / Village Wanga

Protection / Mouvement de population : Le 7 février, le village Wanga (80 Km au Nord-Est de Mobaye) a été attaqué par des éléments de groupes armés. Le bilan fait état d'un mort et d'un blessé. A Dimbi (une centaine de km à l'Est de Wanga), les sources locales font état de l'arrivée, le même jour, d'environ 60 personnes déplacés en provenance de ce village. Ces personnes sont venues s'ajouter à près de 1 300 autres qui ont été enregistrés à Dimbi au cours des 5 derniers mois. Cette zone reste enclavée (accès physique difficile et absence de réseau téléphonique) ; ce qui rend difficile le suivi de la situation humanitaire et de protection des populations civiles prises au piège des accrochages récurrents entre groupes armés.

Préfecture de la Ouaka / sous-préfecture de Ippy / Ippy

Protection : Les affrontements entre groupes armés ont repris le 10 février à Ippy après environ deux mois de relative accalmie. Les deux groupes s'affrontaient déjà depuis le 6 février dans la zone d'Atongo-Bakari au Sud d'Ippy. Aucune information sur les conséquences humanitaires n'est encore disponible. Des représailles des belligérants à l'égard des populations civiles sont particulièrement redoutées à l'image de ce qui a été observé en marge des combats de décembre 2018.

Préfecture de Mbomou / sous-préfecture de Rafai / Village Derbissaka

Protection et mouvements de populations : Le 7 février, des éléments de groupes armés ont attaqué le village Derbissaka (175 km au nord de Rafai), peuplé d'environ 2 000 habitants. Des sources locales rapportent 5 morts et un blessé qui a été référé au centre de santé de Djéma (à l'Est de Derbissaka). Les informations font également état de déplacements de personnes en brousse et vers Djéma. L'enclavement de la zone et l'absence de réseau téléphonique rendent difficile le suivi de la situation humanitaire.

Besoin de renforcer le dispositif de sécurité à Alindao centre et sur l'axe Alindao-Mobaye en vue de prévenir un nouveau cycle de violence.

Plaidoyer pour le suivi, par la Force MINUSCA, de la situation de protection des civils dans la zone de Wanga

Suivi de la situation humanitaire à Ippy suite à la reprise des hostilités entre groupes armés.

Plaidoyer pour le suivi, par la Force MINUSCA, de la situation de protection des civils dans la zone de Derbissaka.

<p>Zone Ouest</p>	<p align="center">Préfecture de l’Ouham-Pendé/ Sous-préfecture de Ngaoundaye / Commune de Ndim</p> <p>Protection et mouvement des populations : Environ 30 ménages en provenance des communes de Yeme, Dilouki, Ndim Centre et Kounang se sont déplacé préventivement vers Ngaoundaye au courant de la semaine écoulée, suite aux menaces de représailles par des groupes armés contre la population civile au cas où la MINUSCA menait des opérations militaires sur leurs bases situées à l’est de Ngaoundaye.</p> <p>Sécurité alimentaire : selon les autorités locales des communes de Yeme et Dilouki, environ 150 hectares de champs de manioc, de sorgho et du haricot appartenant à 200 ménages des villages Nzakoundou, Nzamari, Kowone et Kounang ont été détruits ces dernières semaines par le bétail des éleveurs transhumants. Les mêmes sources alertent sur l’impact potentiel de ces destructions sur la sécurité alimentaire dans la zone, mais aussi sur le risque de conflits entre la population locale et les éleveurs en question. OCHA a informé la MINUSCA et les autorités locales de Bocaranga de cette situation, et plaidé pour des actions appropriées en limiter ces dévastations des champs et prévenir des violences à base communautaire.</p> <p>Assistance en NFI et EHA : Un partenaire humanitaire a procédé à la distribution de kits NFI en faveur de 876 ménages déplacés et vulnérables de la communauté hôte, dont 458 ménages à Ndim et 418 ménages à Hang-Zoung, Zolé, Kounang. En EHA, 6 comités de gestion ont été redynamisés par le même acteur et dotés en kits d’entretien, et 4 forages réhabilités. Cette intervention fait suite aux récents mouvements de population observés dans la zone à cause l’activisme des groupes armés.</p>	<p>Zone Ouest :</p> <p><i>Besoin de renforcer le dispositif de sécurité dans les communes de Yeme, Dilouki, Ndim Centre et Kounang</i></p> <p><i>Poursuite du plaidoyer pour une action de la Force et des autorités en vue de prévenir des violences intercommunautaires dans la zone</i></p>
	<p align="center">Préfecture de l’Ouham-Pendé/ Sous-préfecture de Bocaranga / Bocaranga</p> <p>Assistance multisectorielle : Un acteur humanitaire a assisté 188 retournés en kits NFI à Bocaranga Centre. 124 de ces ménages ont, en plus, reçu des kits SARE (sécurité alimentaire & relèvement économique) composés de semences maraichères et des ressources pour lancer des activités génératrices de revenus. On estime à ce jour à plus de 18 000 retournés à Bocaranga sur environ 20 000 habitants avant l’occupation de cette ville en fin septembre et début octobre 2017 par un groupe armé.</p>	
	<p align="center">Préfecture de l’Ouham-Pendé / Sous-préfecture de Paoua / Paoua</p> <p>Assistance multisectorielle : Les acteurs humanitaires continuent à donner une réponse humanitaire aux personnes affectées par la crise à Paoua et ses environs. Cette semaine, 1 953 ménages déplacés ont bénéficié d’une assistance en kits NFI. Au 9 février, un total de 3 196 kits ont été distribués à autant de ménages. Les acteurs humanitaires ont également procédé à la réhabilitation partielle de 28 maisons abritant les déplacés et à la construction des abris et cuisines communautaires dans les sites à forte concentration des déplacés. Une campagne de vaccination contre la rougeole et la poliomyélite a par ailleurs démarré le 8 et devrait se poursuivre jusqu’au 12 février. Au total 17 300 enfants de 0 à 59 mois sont ciblés pour la polio et 15 000 enfants de 06 à 59 mois pour la rougeole). Dans le secteur de l’Education, au 05 février, toutes les 11 écoles de la ville de Paoua avaient repris les activités scolaires.</p>	

